



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 27 janvier au 02 février 2023

En bref

Selon l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI), l'économie mexicaine a enregistré une croissance de 3 % en rythme annuel en 2022. Les données montrent une légère croissance de 0,4 % en rythme trimestriel au T4 2022. Ainsi, le PIB accumule cinq trimestres consécutifs enregistrant une croissance positive (en rythme trimestriel), de sorte que, la possibilité d'un scénario de stagflation a presque été annulée. En 2022, l'économie a été confrontée à un scénario marqué par une forte inflation et une hausse des taux d'intérêt directeur afin de contenir les pressions sur les prix. Dans le même temps, les dynamiques de relocalisation (*nearshoring*) ont commencé à s'accélérer. Par grands secteurs d'activité : (i) les activités secondaires ont progressé de 3,2 % (g.a) en 2022, (ii) les activités primaires affichent une croissance de 2,8 % (g.a) en 2022 et enfin (iii) les activités tertiaires ont enregistré une croissance de 2,7 % (g.a) en 2022.

LE CHIFFRE À RETENIR

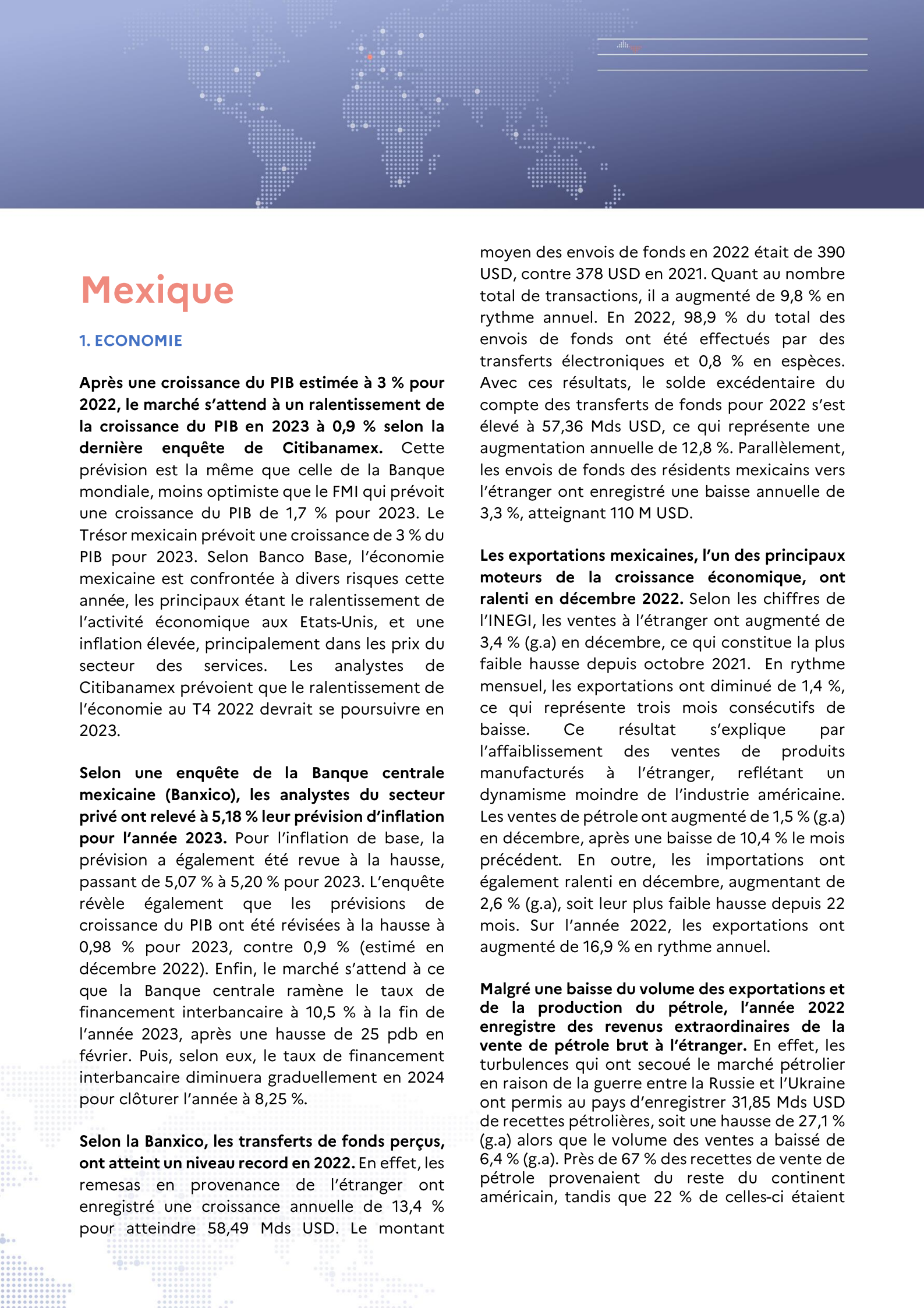
3 %

Taux de croissance du PIB en 2022, selon l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI).

Zoom sur

Les pays du CA-4 dégringolent dans le classement 2022 de Transparency International sur la perception de la corruption dans le secteur public. Cet indice classe 180 pays et territoires sur une échelle allant de 0 (forte corruption ressentie) à 100 (aucune corruption). En 2022, tous les pays du CA-4 enregistrent un score inférieur à la moyenne mondiale, établie à 43 points. En outre, à l'exception du Salvador, les pays de la zone ont vu leur score chuter lors des cinq dernières années, cette dégradation étant davantage marquée pour le Honduras et le Nicaragua. En conséquence, ces deux pays ont perdu respectivement 22 et 16 places au classement général par rapport à 2017.

PAYS	Class. 2022 (évol. / 2021)	Score 2022 (évol. / 2017)	Type de régime
Guatemala	98 (-1)	4,68 (-1,18)	Régime hybride
El Salvador	93 (-14)	5,06 (-1,37)	Régime hybride
Honduras	91 (+1)	5,15 (-0,75)	Régime hybride
Nicaragua	143 (-3)	2,5 (-2,16)	Régime autoritaire



Mexique

1. ECONOMIE

Après une croissance du PIB estimée à 3 % pour 2022, le marché s'attend à un ralentissement de la croissance du PIB en 2023 à 0,9 % selon la dernière enquête de Citibanamex. Cette prévision est la même que celle de la Banque mondiale, moins optimiste que le FMI qui prévoit une croissance du PIB de 1,7 % pour 2023. Le Trésor mexicain prévoit une croissance de 3 % du PIB pour 2023. Selon Banco Base, l'économie mexicaine est confrontée à divers risques cette année, les principaux étant le ralentissement de l'activité économique aux Etats-Unis, et une inflation élevée, principalement dans les prix du secteur des services. Les analystes de Citibanamex prévoient que le ralentissement de l'économie au T4 2022 devrait se poursuivre en 2023.

Selon une enquête de la Banque centrale mexicaine (Banxico), les analystes du secteur privé ont relevé à 5,18 % leur prévision d'inflation pour l'année 2023. Pour l'inflation de base, la prévision a également été revue à la hausse, passant de 5,07 % à 5,20 % pour 2023. L'enquête révèle également que les prévisions de croissance du PIB ont été révisées à la hausse à 0,98 % pour 2023, contre 0,9 % (estimé en décembre 2022). Enfin, le marché s'attend à ce que la Banque centrale ramène le taux de financement interbancaire à 10,5 % à la fin de l'année 2023, après une hausse de 25 pdb en février. Puis, selon eux, le taux de financement interbancaire diminuera graduellement en 2024 pour clôturer l'année à 8,25 %.

Selon la Banxico, les transferts de fonds perçus, ont atteint un niveau record en 2022. En effet, les remesas en provenance de l'étranger ont enregistré une croissance annuelle de 13,4 % pour atteindre 58,49 Mds USD. Le montant

moyen des envois de fonds en 2022 était de 390 USD, contre 378 USD en 2021. Quant au nombre total de transactions, il a augmenté de 9,8 % en rythme annuel. En 2022, 98,9 % du total des envois de fonds ont été effectués par des transferts électroniques et 0,8 % en espèces. Avec ces résultats, le solde excédentaire du compte des transferts de fonds pour 2022 s'est élevé à 57,36 Mds USD, ce qui représente une augmentation annuelle de 12,8 %. Parallèlement, les envois de fonds des résidents mexicains vers l'étranger ont enregistré une baisse annuelle de 3,3 %, atteignant 110 M USD.

Les exportations mexicaines, l'un des principaux moteurs de la croissance économique, ont ralenti en décembre 2022. Selon les chiffres de l'INEGI, les ventes à l'étranger ont augmenté de 3,4 % (g.a) en décembre, ce qui constitue la plus faible hausse depuis octobre 2021. En rythme mensuel, les exportations ont diminué de 1,4 %, ce qui représente trois mois consécutifs de baisse. Ce résultat s'explique par l'affaiblissement des ventes de produits manufacturés à l'étranger, reflétant un dynamisme moindre de l'industrie américaine. Les ventes de pétrole ont augmenté de 1,5 % (g.a) en décembre, après une baisse de 10,4 % le mois précédent. En outre, les importations ont également ralenti en décembre, augmentant de 2,6 % (g.a), soit leur plus faible hausse depuis 22 mois. Sur l'année 2022, les exportations ont augmenté de 16,9 % en rythme annuel.

Malgré une baisse du volume des exportations et de la production du pétrole, l'année 2022 enregistre des revenus extraordinaires de la vente de pétrole brut à l'étranger. En effet, les turbulences qui ont secoué le marché pétrolier en raison de la guerre entre la Russie et l'Ukraine ont permis au pays d'enregistrer 31,85 Mds USD de recettes pétrolières, soit une hausse de 27,1 % (g.a) alors que le volume des ventes a baissé de 6,4 % (g.a). Près de 67 % des recettes de vente de pétrole provenaient du reste du continent américain, tandis que 22 % de celles-ci étaient

dues aux exportations vers l'Extrême-Orient, et les 12 % restants vers les pays européens.

En décembre 2022, le taux de chômage au Mexique s'est établi à 3,01 %, soit son niveau le plus bas pour un seul mois depuis 2005. Bien que le taux soit à un niveau historiquement bas, il a légèrement augmenté par rapport à novembre 2022, où il s'établissait à 3,00 %. Le taux d'informalité s'est établi à 54,94 % en décembre 2022 contre 55,11 % le mois précédent. Le taux de sous-emploi (les personnes qui, bien qu'ayant un emploi, ont le besoin et la disponibilité d'offrir plus de temps de travail) a diminué à 7,54 % en décembre, contre 7,61 % le mois précédent. Par secteur, la plus forte augmentation du nombre de travailleurs a été enregistrée dans les services professionnels, financiers et aux entreprises, suivis des services de restauration et d'hébergement.

2. FINANCES PUBLIQUES

Au cours de l'année 2022, le gouvernement fédéral a consacré 934,7 Mds MXN aux dépenses d'investissement physique, soit une croissance de 25,2 % par rapport à 2021. Il s'agit de la plus forte croissance pour ce poste depuis 2009, bien que le chiffre reste en deçà des niveaux observés en 2016. Selon les données du ministère des Finances, sur le montant total dépensé en 2022, 64 % ont été consacrés à des investissements physiques dans les transports, les carburants et l'énergie. L'investissement physique dans la protection sociale a enregistré la plus forte baisse, avec des dépenses diminuant de 95,7 % (g.a) en 2022.

Les dépenses de retraite serait le plus grand problème fiscal auquel le Mexique devrait faire face, en raison du vieillissement rapide de la population, elles devraient représenter 5,2 % du PIB en 2023. Les dépenses de retraite de l'Institut Mexicain de Sécurité Sociale (IMSS), de l'Institut de la sécurité et des services sociaux des travailleurs de l'État (ISSSTE), de Petroleos

Mexicanos (Pemex), de la Commission Fédérale de l'électricité (CFE), de Luz y Fuerza del Centro, de Ferrocarrileros et du programme fédéral Pensión para el Bienestar de los Adultos Mayores (PBAM) s'élèveront à plus de 1,66 trillion de pesos cette année, soit 5,2 % du PIB. Le montant alloué au paiement des retraites est supérieur aux 2,5 % du PIB consacrés à la santé, aux 3,1 % à l'éducation, et aux 2,9 % aux infrastructures. Les données du Centre d'investigation économique et budgétaire (CIEP) révèlent déjà la part croissante du PIB consacrée au paiement des retraites. En effet, en 2017 le paiement des retraites équivalait à 3,7 % du PIB et en 2020 à 4,7 % du PIB. Le CIEP prévoit qu'en 2024 cette part atteigne 6,5 % du PIB.

Le Ministère des Finances a publié le nouveau tableau de soutien fiscal pour l'essence et le diesel. A cette occasion, l'agence a augmenté soutien fiscal pour l'ensemble de l'essence et du diesel : (i) le stimulus fiscal pour le paiement du quota de l'essence Magna devrait être de 74,25 % (contre 64,83 % précédemment), (ii) l'essence premium bénéficiera d'un soutien de 57,28 % (contre 47,11 % précédemment), (iii) le diesel bénéficiera d'un soutien de 99,92 % (contre 89,45 % précédemment).

3. ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Grupo Mexico est sur le point d'obtenir un financement de plus de 7 Mds USD pour racheter Banamex à Citigroup. Grupo Mexico, le conglomérat dirigé par l'industriel minier German Larrea, est en pourparlers avec des banques comme Barclays et HSBC Holdings pour l'obtention d'un financement afin de racheter Banamex à Citigroup. Pour le moment, aucun accord n'a été conclu, les négociations étant encore en cours.

Petróleos Mexicanos (Pemex) fait son retour sur les marchés internationaux en émettant près de 2 Mds USD d'obligations. Ce montant devrait être utilisé pour refinancer les dettes de l'entreprise et ses besoins généraux. Le rendement de l'obligation devait être de 10,875 %, mais grâce à une forte demande, celui-ci serait resté à 10,375 %. La compagnie pétrolière se félicite de cette opération et se réjouit de la réaction positive du marché qui démontre la confiance des investisseurs dans la stratégie conjointe du Ministère des finances (SCHF) et de Pemex. Moody's a attribué la note B1 pour l'émission de ces obligations. Cette note reflète l'opinion de Moody's selon laquelle les besoins en liquidités et le flux de trésorerie disponible négatif de la société resteront élevés au cours des trois prochaines années en raison (i) des échéances élevées de remboursement de dette, (ii) des pertes persistantes dans l'activité de raffinage de la société, (iii) de la nécessité de maintenir les dépenses d'investissements au moins aux niveaux actuels pour que la production et les réserves restent stables et enfin, (iv) des charges d'intérêt élevées.

La Commission fédérale de l'électricité (CFE) a investi plus de 151 Mds MXN (environ 8,1 Mds USD) sous l'administration actuelle pour mettre en œuvre une stratégie globale d'approvisionnement en électricité dans le Yucatan. Manuel Bartlett, directeur général de la CFE, a déclaré que grâce à ces investissements près de 11 700 emplois directs et 16 800 emplois indirects ont été créés. Celui-ci ajoute que la CFE s'est joint au processus de construction du Tren Maya, projet phare du Président Andres Manuel Lopez Obrador. Pour l'exploitation du train Maya sur le tronçon électrifié (690 km de distance), la CFE réalise 53 travaux d'infrastructure électrique, liés à la construction de sept sous-stations de traction électrique qui permettront de connecter le train au réseau électrique, de

réguler la tension de l'énergie qu'il utilisera et de fournir la puissance de traction. En outre, la CFE construit deux centrales à cycle combiné dans les villes de Mérida et Valladolid qui auront une capacité de production de 449 MW et de 1020 MW respectivement.

4. Indicateurs Bourse, Change et Pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 02/02
Bourse (IPC)	0,27%	7,37 %	55 018,91 points
Change MXN/USD	-1,01%	-9,22%	18,6
Change MXN/EUR	-0,29%	-12,58%	20,45
Prix du baril mexicain	-3,43%	-19,85%	68,66

Amérique centrale

Les régimes politiques des pays du CA-4 sont en perte de vitesse démocratique selon le classement annuel « Democracy Index 2022 », publié par Economist Intelligence Unit (EIU). L'indice classe 167 pays et territoires selon leur score démocratique, allant de 0 (régime autoritaire) à 10 (démocratie complète), score élaboré à partir de 5 critères : (i) processus électoral et pluralisme, (ii) fonctionnement du gouvernement, (iii) participation politique, (iv) culture politique et (v) les libertés civiles. L'indice les positionne ainsi dans quatre catégories : (i) démocraties complètes, (ii) démocraties imparfaites, (iii) régimes hybrides et (iv) régimes autoritaires. En 2022, le score mondial moyen était de 5,29, au-dessus du score moyen des pays du CA-4, établi à 4,3. Le Nicaragua est l'un des 4 pays classés comme régimes autoritaires d'Amérique latine avec Cuba, Haïti et le

Venezuela. El Salvador est le 2^{ème} pays de la région dont le score a le plus chuté en 2022, après la République Dominicaine.

PAYS	Class. 2022 (évol. / 2021)	Score 2022 (évol. / 2017)	Type de régime
Guatemala	98 (-1)	4,68 (-1,18)	Régime hybride
El Salvador	93 (-14)	5,06 (-1,37)	Régime hybride
Honduras	91 (+1)	5,15 (-0,75)	Régime hybride
Nicaragua	143 (-3)	2,5 (-2,16)	Régime autoritaire

1. GUATEMALA

Suppression des subventions au gaz de pétrole liquéfié (GPL) le 31 janvier, après plus d'un an de soutien financier. Le Ministre de l'Énergie et des Mines, Alberto Pimentel, a annoncé le non-renouvellement de cette mesure sur fond d'une stabilisation des prix mondiaux du GPL. Les subventions s'élevaient entre 1 USD et 3,6 USD par bombonne de gaz propane en fonction de sa taille, de 10 livres à 35 livres. Selon le Ministère, cette subvention aurait coûté au gouvernement 44,5 M USD entre novembre et août 2021. Le 30 novembre dernier, le gouvernement avait également mis fin aux subventions aux carburants, entrées en vigueur en avril 2022. En revanche, la subvention pour les consommateurs d'électricité, consommant entre 89 et 125 kWh/mois, a été prolongée par décret fin janvier 2023 pour six mois supplémentaires.

Le montant cumulé des crédits en vigueur accordés par les banques commerciales s'élevait à 34,4 Mds USD à la fin de 2022, en hausse de 16,2 % par rapport à 2021. Cette hausse de la demande de crédit en 2022 est attribuable d'une part à l'accélération de l'inflation, qui a poussé les ménages à contracter des prêts afin de conserver leur niveau de vie et d'autre part, à la reprise de l'économie postpandémie, qui a motivé les entreprises guatémaltèques à investir de nouveau. Bien que la majorité de ces crédits ait été contractée par les entreprises et entrepreneurs (58 %), les crédits à la

consommation (qui représentaient 32 % du total cumulé à fin 2022) ont enregistré le plus fort rebond par rapport à 2021, en hausse de 25 % contre +13 % pour les crédits aux entreprises. En outre, 6 % du montant total des crédits accordés à fin 2022 étaient des prêts hypothécaires et 3 % des microcrédits.

Prêt de 175 M USD de la BID et de l'AECID, agence de coopération espagnole, pour agrandir la route CA-9 reliant la côte pacifique à l'Atlantique. Cette route est un axe stratégique pour le commerce extérieur du Guatemala puisqu'elle relie les deux principaux ports du pays, Puerto Barrios sur la côte Atlantique à Puerto Quetzal sur la côte Pacifique. Ce prêt servira à réhabiliter et agrandir un tronçon de 35 km, reliant la ville de San Agustín Acasaguastlán (département d'El Progreso) à la ville de Teculután (département de Zacapa). 100 M USD seront apportés par l'AECID et 75 M USD par la BID, via le fonds de co-financement FONPRODE. Ces fonds seront décaissés sur une durée de 5 ans et devront être remboursés sous 23 ans, avec une période de grâce de 7,5 ans, à un taux d'intérêt basé sur le Secured Overnight Financing Rate (SOFR).

2. EL SAVADOR

En janvier, le gouvernement s'est refinancé sur le marché obligataire à hauteur de 100,1 M USD suite à trois émissions de Bons du Trésor, à des taux d'intérêt compris entre 7,25 % et 8 %. Selon le budget 2023, cette dette « flottante », contractée suite à l'émission d'emprunts court terme, appelés localement *LETES* (*Letras del Tesoro*), ne devrait pas dépasser 25 % des revenus courants. Ces derniers étant estimés à 6,795 Mds USD pour 2023, le Ministère des Finances pourrait ainsi émettre jusqu'à 1,699 Md USD de ce type d'emprunts en 2023, d'une maturité ne pouvant excéder 365 jours. Durant les onze premiers mois de 2022, le gouvernement salvadorien avait contracté 1,317 Md USD de dette en LETES. C'est une alternative de financement de court terme pour le gouvernement, ce dernier faisant face à de plus en plus de difficultés d'accès à des facilités de

financement liées à la situation dégradée de ses finances publiques.

Les exportations se sont établies à 7,12 Mds USD en 2022, enregistrant une hausse en valeur de 11,3 % par rapport à 2021 (+720,2 M USD). 2 571 entreprises salvadoriennes ont exporté des biens et services en 2022, soit 54 de plus qu'en 2021. En revanche, la Banque centrale note une perte de vitesse des exportations en direction des Etats-Unis (2,76 Mds USD en 2022), où 49 entreprises salvadoriennes ont cessé d'y exporter leur biens et services. L'institution attribue cette moindre dynamique géographique à la forte inflation des Etats-Unis ayant pénalisé la demande intérieure. En conséquence, les exportations de vêtements et accessoires et de produits issus des maquiladoras ont diminué en volume respectivement de 9,3 % et 1,4 % sur l'année, les Etats-Unis étant les principaux destinataires de ce type de produits.

Nayib Bukele a inauguré la prison « Centro de Confinamiento del Terrorismo », plus grande prison d'Amérique selon le gouvernement. Elle est située dans la ville de Tecoluca, dans le département de San Vicente, à 74 km de la capitale San Salvador et s'étend sur 166 hectares. Elle pourra accueillir jusqu'à 40 000 prisonniers, doublant ainsi largement la capacité du parc pénitentiaire du pays : la vingtaine de prisons du pays avait jusque-là une capacité totale de 30 000 détenus. Cette méga-prison est destinée à un type de prisonnier en particulier, où seules les personnes « appartenant à une structure terroriste » seront susceptibles d'y être incarcérées. En effet, depuis le 27 mars 2022, le gouvernement est en état d'exception pour justifier sa lutte contre les bandes armées, permettant des arrestations massives et sans mandat. A ce jour, près de 63 000 membres présumés de gangs auraient été arrêtés dans le cadre de ce régime. Aucune information sur le coût de cette prison et sur la date effective de mise en service n'a été divulguée.

22,7 M de quintaux de maïs blanc produits lors de la récolte 2022-2023, un record selon le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage. C'est

une hausse de 23,4 % par rapport à la production de la récolte 2021-2022, qui s'élevait à 18,4 M de quintaux. La production moyenne des cinq dernières récoltes s'établit à 17,5 M de quintaux.

3. HONDURAS

L'huile de palme brute: 2^{ème} produit d'exportation pour ses entrées de devises, après le café et devant la banane. Les exportations d'huile de palme ont généré 625,3 M USD d'entrées de devises lors des onze premiers mois de 2022, consolidant pour la seconde année consécutive sa place de 2^{ème} produit d'exportation, devançant les exportations de banane, ces dernières ayant généré 577,8 M USD d'entrée de devises. Le café reste le principal produit d'exportation, les recettes générées par son exportation s'élevant à 1,35 Md USD sur la période. Le dynamisme du secteur est uniquement porté par la hausse du prix mondial de l'huile de palme, qui a doublé entre 2020 et 2022, passant de 0,68 USD/kg à 1,37 USD/kg, alors que sur la même période, la production nationale a diminué de 5,5 %, passant de 484 à 457,7 tonnes.

La banque hondurienne Ficohsa est la 10^{ème} plus grande banque d'Amérique centrale (Panama inclus) en termes de taille du bilan à la fin 2022. Son bilan s'élevait à fin décembre à 6,9 Mds, devant la banque *Atlantida* (6,15 Mds USD), *Occidente* (5,29 Mds USD), *BAC* (5,15 Mds USD) et *Banpais* (3,83 Mds USD) selon le classement trimestriel de la CNBS (Comision Nacional de Banca y Seguros). Ficohsa est aussi la première banque nationale en termes d'investissement, ayant réalisé 1,087 Md USD d'investissements en 2022.

4. NICARAGUA

Selon l'institut statistique national INIDE, le coût annuel du panier alimentaire de base en 2022 s'est élevé à 521,5 USD, soit 75 USD de plus qu'en 2021, affectant fortement le pouvoir d'achat des nicaraguayens. En 2021, le coût de ce panier alimentaire de base avait déjà augmenté de 47,5 USD, portant la hausse consécutive sur les deux

dernières années à 122,5 USD, et ce malgré la congélation du prix des combustibles décidée par le gouvernement en avril 2022. En conséquence, le salaire réel des employés du gouvernement et de ceux affiliés au régime de sécurité sociale, s'élevant à 120 USD à fin 2022 pour ces deux catégories, a diminué de 7,5 et 12,5 USD respectivement sur l'année, malgré la hausse de 7 % du salaire minimum décidée en mars 2022.

5. PANAMA

Selon la Direction du financement public du Ministère de l'Économie et des Finances, le solde de la dette publique atteint 44,3 Mds USD en 2022, une augmentation de 8 % par rapport au solde de l'année précédente (3,7 Mds USD). En novembre, le gouvernement a émis 1,5 Md USD pour le rachat d'une obligation globale de 1 Md USD et le remboursement à hauteur de 500 M USD d'une ligne de crédit provisoire contractée auprès de la Banco Nacional de Panamá. Selon le ministère des finances, le ratio de dette sur PIB devrait enregistrer une légère baisse à la fin de l'année à 62,1 % (en incluant la dette levée en 2022 pour couvrir le budget 2023), et à 60 % si l'on exclut les préfinancements. Ce chiffre est à comparer avec un ratio de 63,7 % à la fin de 2021. L'indicateur définitif ne sera connu que lorsque le contrôleur général de la République aura publié les données préliminaires du PIB pour 2022.

Selon un rapport de la Zone libre de Colon, la Zone Franche de Colon (2ème plus grande zone franche au monde) a traité un total de 2 149,2 tonnes de marchandises au cours de l'année 2022, ce qui représente une augmentation de 22 % par rapport aux données de 2021 et de 30 % par rapport à celles de 2019. Sur ce total, 1 168 tonnes correspondent à des importations, et les 981,1 restantes sont des marchandises réexportées vers d'autres destinations. Le total représente une valeur de 25,9 Mds USD soit 39 % de plus qu'en 2021 et 40 % de plus qu'en 2019. Les données de la zone de libre-échange indiquent qu'entre 2021 et 2022, la valeur des

importations a augmenté de 54,3 %, tandis que celle des réexportations a progressé de 24,7 %.

Les chiffres de l'Autorité maritime du Panama (AMP) indiquent que 8,5 millions d'EVP (unité équivalente à un conteneur de 20 pieds de long) sont passés par les ports du pays en 2022, soit une baisse de 1,20 % par rapport au record de 8,6 millions d'EVP enregistré en 2021. Le port qui a transporté le plus de conteneurs en 2022 est le Manzanillo International Terminal (MIT) qui a dépassé les 2,7 millions de conteneurs de 20 pieds, suivi de Balboa avec 2,18 millions d'EVP et du Colon Container Terminal (CCT) avec 1,44 million d'EVP. Toutefois, par rapport à 2021, le port de CCT a enregistré une augmentation de 37,1 %, tandis que MIT, Balboa, PSA et Cristobal ont enregistré une diminution de 2,5 %, 6,6 %, 4,7 % et 12,8 %, respectivement.

6. COSTA RICA

Le Président de la Banque Centrale du Costa Rica a estimé lors de la présentation de la politique monétaire 2023-2024 le 31 janvier dernier, que l'inflation devrait continuer de désaccélérer dans les prochains mois pour s'établir à 3,98 % à la fin de l'année (soit dans la fourchette objectif de la banque de 2 à 4%). Selon Roger Madrigal, l'estimation de la croissance du PIB pour 2022 est de 4,3 %, la prévision pour 2023 de 2,7 % et pour 2024 de 3,5 %.

Selon l'OCDE, les dépenses sociales publiques du Costa Rica atteignent 14,5 % du PIB en 2022, soit 6,6 points en dessous de la moyenne des pays de l'OCDE. Ce pays d'Amérique Centrale se classe 35^{ème} sur 38 pays de l'organisation en termes de part du PIB consacrée aux dépenses sociales. Ce ratio reste deux fois supérieur au Mexique, qui ne consacre que 7,4 % de son PIB à ces dépenses et plus de deux fois inférieur à la France qui consacre l'équivalent de 31,6 % de son PIB en dépenses sociales en 2022.

Caraïbes

1. CUBA

Plan de revitalisation de l'industrie cubaine en 2023. Après une année marquée par le manque de ressources et de matières premières, le Ministère cubain de l'industrie a annoncé, un plan de revitalisation du secteur pour 2023 grâce à la mise en œuvre de plusieurs projets bénéficiant d'investissements étrangers. Dans l'industrie légère, deux projets d'Association Economique Internationale (AEI) ont été évoqués, destinés à la production de peintures et de chaussures de protection. Concernant l'industrie mécanique, un contrat pour la production de remorques et de semi-remorques est en cours de signature. La création d'une entreprise mixte pour l'obtention de fer à partir de produits sidérurgiques est aussi prévu. L'industrie chimique, pour sa part, prévoit la signature d'un contrat d'AEI pour la gestion de la production de biofertilisants et bénéficierait également de la création d'une entreprise mixte pour la production de sacs en papier. Aussi, dans le cadre des échanges bilatéraux avec la Turquie, de nouveaux projets potentiels dans l'industrie textile ont été présentés. Enfin, concernant l'industrie sidérurgique, le projet de la modernisation de l'« Aciera electrica Antillana de Acero », la principale usine métallurgique de Cuba, bénéficie d'un investissement russe à hauteur de 85 % de 111 M USD octroyés en 2017.

2. REPUBLIQUE DOMINICAINE

En 2022, les exportations dominicaines ont atteint un record sans précédent. Selon les données préliminaires de la Direction Générale des Douanes (DGA), à la fin de l'année 2022, le volume des exportations du pays a atteint 12,3 Mds USD, soit une croissance de 6,41 %, par rapport à 2021 et une croissance de 23 % par rapport à 2019. La directrice exécutive du Centre des exportations et des investissements de la

République dominicaine (ProDominicana), Biviana Riveiro, a indiqué que l'or brut continue d'être le principal produit exporté, représentant 10,53 % du total, soit 1,3 Mds USD. De même, les États-Unis restent le principal partenaire d'exportation, avec un montant total de 6,2 Mds USD, soit 50,4 % du total avec une croissance de 5 % en glissement annuel.

Le gouvernement améliore le portefeuille de la dette dominicaine avec une opération de rachat et l'émission de nouvelles obligations. Pour un montant total équivalant à 1,8 Md USD, le gouvernement dominicain a effectué une première émission pour 700 M USD, à un taux de 7,05 % et une échéance en 2031, et une seconde, en pesos dominicains, pour 1,1 Md USD avec un taux de 13,62 %, à échéance 2033. Le revenu de ces émissions sera utilisé pour racheter des obligations internationales à hauteur de 37,221 M pesos dominicains ainsi que pour couvrir une partie des dépenses du budget général de l'État 2023. En outre, cette opération permettra au gouvernement de sécuriser des dollars américains jusqu'au milieu de l'année 2023 sans exercer de pression sur le taux de change domestique.

3. JAMAÏQUE

Le coût de production de l'industrie manufacturière a diminué au cours du mois de décembre. L'indice des prix à la production (IPP) du secteur a baissé de 1,6 %. Selon l'Institut statistique de Jamaïque, le principal facteur de cette baisse est la chute de 9 % de l'indice du coût du carburant. L'évolution de l'indice de l'industrie a toutefois été tempérée par une augmentation de 0,3 % de l'indice du grand groupe " Alimentation, boissons et tabac ", qui a la plus forte pondération. L'évolution de l'IPP en décembre a entraîné une hausse de 11,2 % de l'indice en glissement annuel.

4. BARBADE

Selon les dernières estimations de la Banque centrale, la facture des importations de carburant de la Barbade a presque doublé, passant à 1,1 Md USD en 2022, alors qu'elle n'était que de 510 M USD en 2021. D'autre part, les importations d'aliments et de boissons ont atteint 817 M USD en 2022, contre 653,6 M USD en 2021.

5. TRINITE ET TOBAGO

Les données du Bureau central des statistiques (CSO) montrent que l'économie de T&T a connu une croissance de 4,1 % au premier semestre de 2022 (le double de ce qui était préalablement estimé) grâce à une croissance de 1,6 % au T1 2022 (prévue initialement à -0,1 %) et une croissance de 6,6 % au T2 2022.

6. GRENADE

Le gouvernement de la Grenade émettra un total de 105 millions d'EC\$ (35,3 M EUR) en bons du Trésor en 2023 sur le Régional Government Securities Market (RGSM) pour refinancer ses bons du Trésor existants. Il sera émis des bons du Trésor à 91 jours 4 fois dans l'année et des bons du Trésor à 365 jours 3 fois dans l'année.

7. ANTIGUA

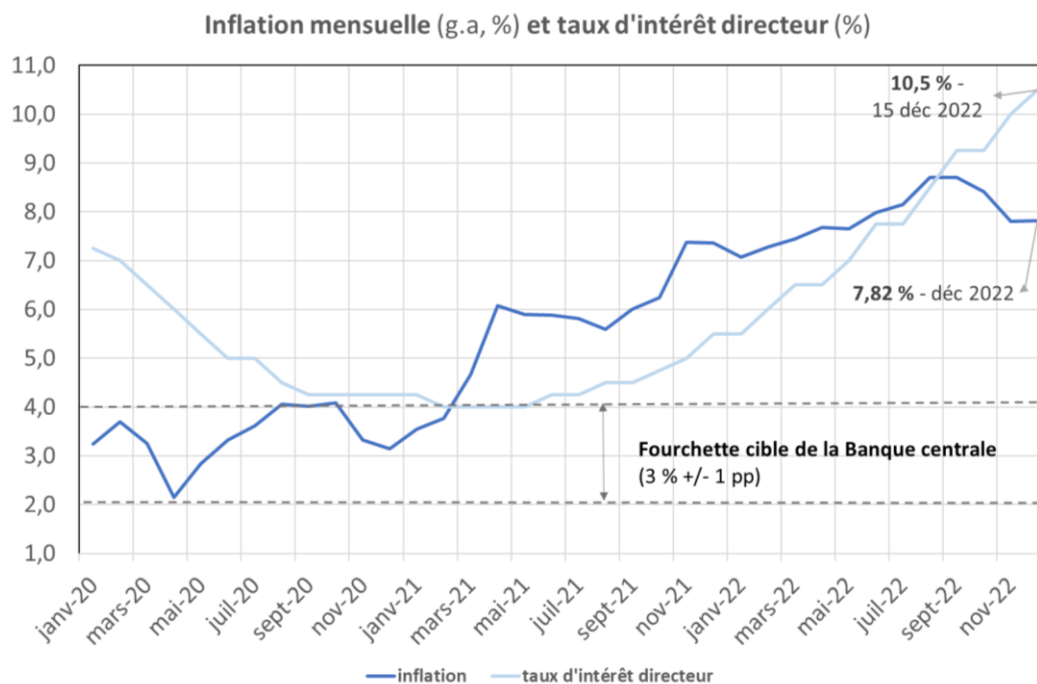
Selon le dernier indice des prix à la consommation, les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 12,1 % l'année dernière avec un indice général des prix qui progresse de 9,2 % en glissement annuel à la fin de l'année. Les huiles et les graisses ont augmenté de 27,5 %, les prix du beurre frais et des huiles de soja contribuant à la majeure partie de la hausse. L'indice des services de transport est passé de 34,6 % à 41,7 % sur une période d'un mois. A la fin juin 2022 l'indice des prix avait enregistré une hausse de 10,5 % au cours des 12 mois précédents.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

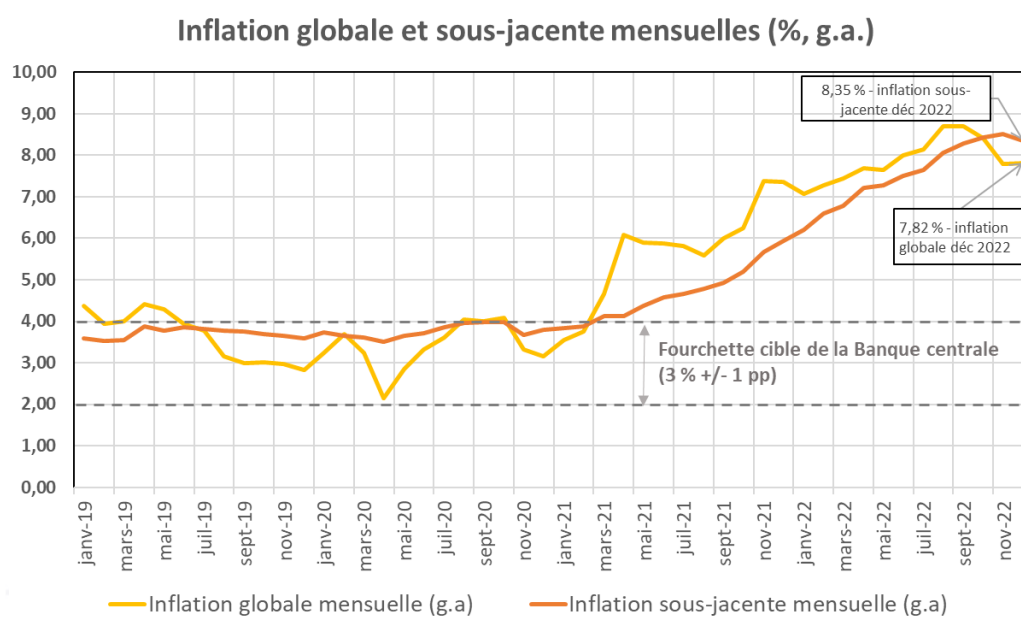
Pays	Population (millions d'hab., 2022)	Pib réel (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2019	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Prévision FMI 2022	Prévision FMI 2023	Dettes publiques (% PIB, 2022)	Inflation (e.o.p 2022, FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,118	1 424,5	- 0,2 %	- 8,1 %	+ 4,8 %	+ 2,1 %	+ 1,15 %	56,8 %	+ 8,5 %	10,5 %
Belize	0,44	2,676	+ 4,5 %	-13,7 %	+ 16,3 %	+ 3,5 %	+ 1,9 %	76,3 %	+ 8 %	2,25 %
Costa Rica	5,232	68,5	+ 2,42 %	- 4,05 %	+ 7,8 %	+ 3,81 %	+ 2,9 %	67,6 %	+ 9,5 %	9 %
Guatemala	18,713	91,32	+ 4 %	- 1,76 %	+ 7,98 %	+ 3,41 %	+ 3,2 %	30,1 %	+ 8,04 %	4,25 %
Honduras	10,294	30,6	+ 2,65 %	- 8,96 %	+ 12,5 %	+ 3,4 %	+ 3,54 %	47,6 %	+ 11 %	3 %
Nicaragua	6,612	15,7	- 3,78 %	- 1,8 %	+ 10,35 %	+ 4 %	+ 3 %	47 %	+ 10 %	5,5 %
El Salvador	6,551	31,9	+ 2,44 %	- 8,2 %	+ 10,3 %	+ 2,64 %	+ 1,7 %	82,6 %	+ 6 %	n/a
Haïti	12,065	20,2	- 1,68 %	- 3,34 %	- 1,80 %	-1,2 %	+ 0,5 %	23,1 %	+ 31,5 %	10 %
Jamaïque	2,743	16,1	+ 0,97 %	- 10,05 %	+ 4,6 %	+ 2,81 %	+ 3 %	86,2 %	+ 9,5 %	6,5 %
Panama	4,395	71,1	+ 2,98 %	- 17,95 %	+ 15,34 %	+ 7,52 %	+ 4 %	55,6 %	+ 4,4 %	n/a
République Dominicaine	10,632	112,4	+ 5,05 %	- 6,72 %	+ 12,26 %	+ 5,25 %	+ 4,5 %	58,3 %	+ 6,9 %	8,5 %
Cuba	11,2	22,7	- 0,2 %	- 10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	n/a	168 % (EIU)	+ 300 %	n/a

Source: FMI, World Economic Outlook, Octobre 2022

–Annexe Graphique – Mexique –

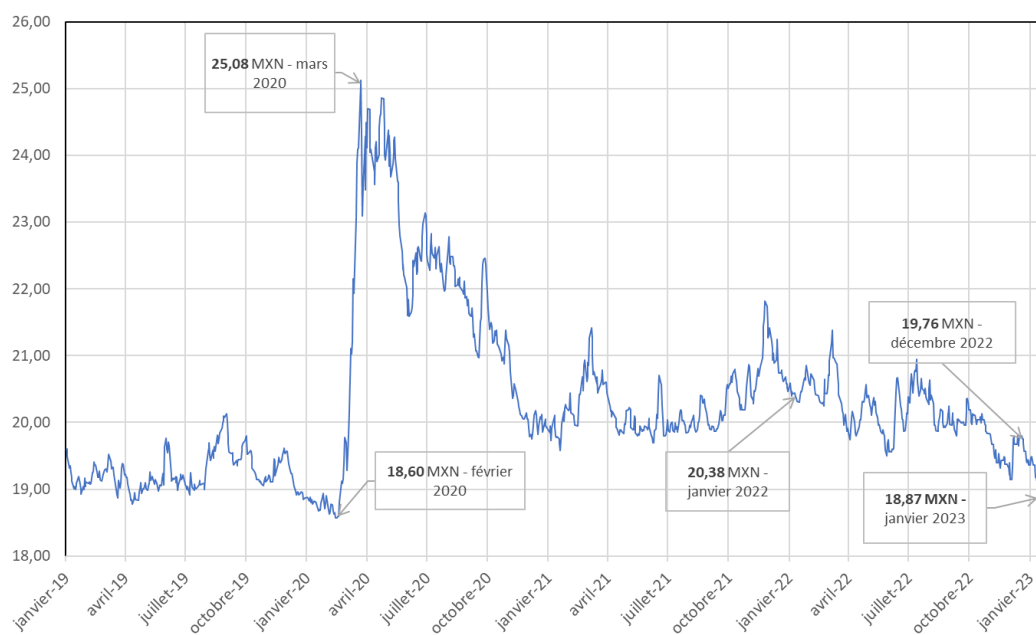


Source: Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie



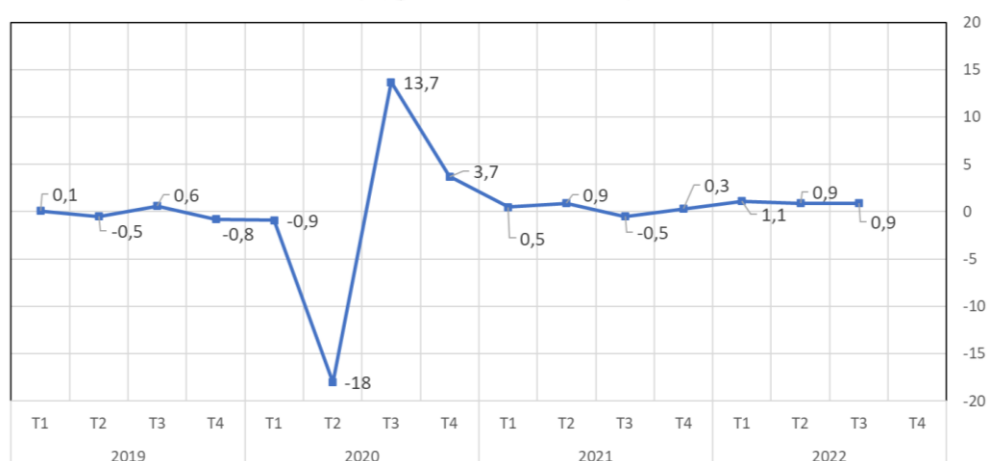
Source: Institut National de la Statistique et de la Géographie

Evolution du taux de change (MXN/USD)



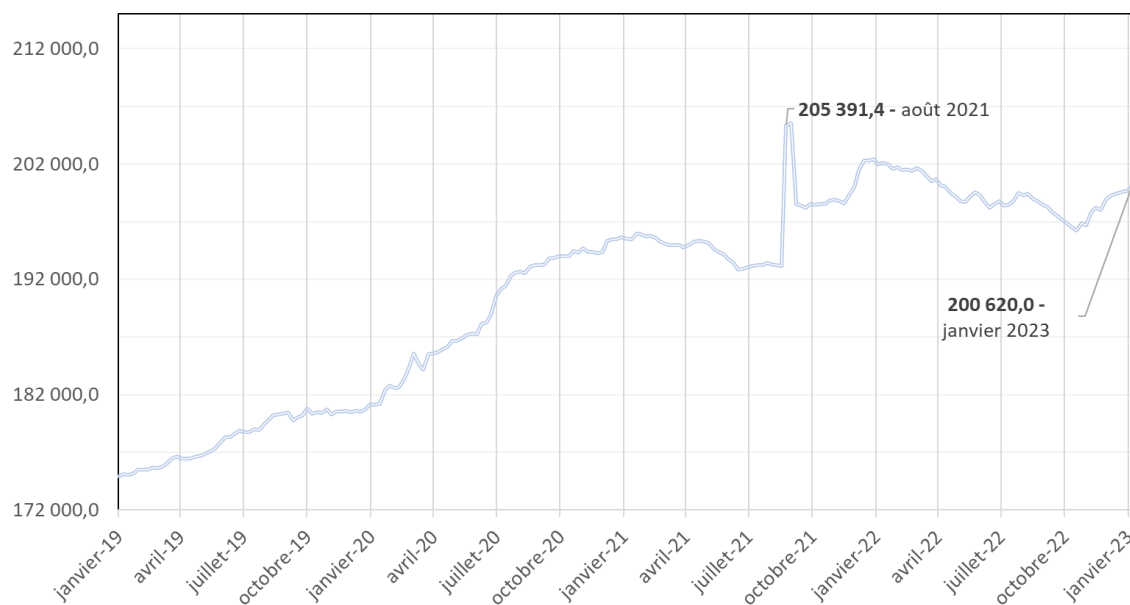
Source : Banque centrale du Mexique

Taux de croissance du PIB (%, glissement trimestriel)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

Montant des réserves internationales (en M USD)



Source: Banque centrale du Mexique